

Conférence: X^e Midi de la microfinance

La microfinance résiste à la crise

Damian Von Stauffenberg, fondateur de MicroRate, présente les tendances du secteur

PAR NADIA DI PILLO

La crise financière a contaminé nombre d'établissements bancaires dans les pays du Nord. Mais que deviennent les institutions de microfinance (IMF) dans les pays du Sud? La crise a-t-elle des répercussions sur le secteur de la microfinance?

C'est cette problématique qu'ont évoqué les intervenants aux X^e Midi de la microfinance, organisée par l'ADA. Pour Philippe Depoorter, directeur de la Banque de Luxembourg, un sentiment de sérénité domine côté performance, mais pour ce qui est du refinancement, il y a quelques signes d'inquiétudes, notamment en ce qui concerne le coût de l'argent. Pour Damian Von Stauffenberg, directeur et fondateur de l'agence de notation MicroRate, basée à Washington, le secteur de la microfinance résiste plutôt bien à la crise. Pour une simple raison: les microcrédits sont directement liés à des activités productives ancrées dans l'économie réelle. «Les institutions sont bien positionnées pour faire face à la crise», commente-t-il.

Néanmoins, la crise actuelle ne sera pas sans impact dans certains

pays et certaines IMF. «Les institutions de microfinance nous disent que la liquidité est devenue plus rare et plus chère en raison des contraintes des banques commerciales qui financent le secteur», explique Damian Von Stauffenberg. En revanche, la crise n'affecte pas la qualité des portefeuilles.

Pour certaines institutions de microfinance en Amérique latine, la crise financière mondiale a permis de revenir à des rythmes de croissance plus modérés, à des taux d'intérêts plus raisonnables, donc à «des choses beaucoup plus saines». Il ne faut pas oublier que les institutions de microfinance ont enregistré une croissance énorme au cours des dernières années, le nombre d'actifs sous gestion ayant été multiplié par cinq. Cette évolution a posé de nombreux défis d'organisation, mais «les IMF ont bien relevé ce challenge et la qualité de leur portefeuille continue d'être excellente», se félicite Von Stauffenberg.

Le secteur de la microfinance est souvent présenté comme étant une activité contre-cyclique. Damian Von Stauffenberg ne partage pas cet avis, même si la crise

asiatique de 1997 avait permis d'observer la grande résistance du secteur. «Aujourd'hui, les instituts de microfinance sont beaucoup plus grands et liés davantage à de grands groupes financiers», rappelle-t-il. Cette crise devrait aussi encourager les IMF à se concentrer sur leur mission première, à savoir d'accorder des crédits à des entrepreneurs et de stimuler la création de valeurs.

Si le secteur est promis à un brillant avenir, il faut néanmoins rester vigilant. Le directeur de MicroRate insiste sur le problème du risque de change qui peut également affecter les institutions de microfinance. Par ailleurs, il souhaite que l'on efface une fois pour toutes l'approche romantique de la microfinance pour revenir à une vision plus réaliste, qui consiste à considérer la microfinance comme un intermédiaire financier comme un autre.

Pour ce qui est de l'aide publique, Damian Von Stauffenberg prend une position très claire à ce sujet. Bien que les donateurs aient joué un rôle important au moment du lancement de la microfinance, le secteur aurait appris à s'autofinancer d'un point de vue commercial. Et si l'on veut atteindre da-

vantage de bénéficiaires, il ne faudrait pas compter sur les donateurs, en tout cas pas sur le long terme. D'après lui, les donateurs devraient se concentrer sur la création d'un environnement favorable au développement du secteur.

Reste la question de la notation des fonds d'investissement en microfinance. Pour Von Stauffenberg, la question est moins celle d'une agence de notation, que celle d'un réel besoin d'information. «Le plus important est de fournir une information objective et une analyse fiable et transparente aux investisseurs».

Pour Marc Elvinger d'Etika, l'heure n'est pas à la remise en question des engagements. Il s'agit plutôt de stabiliser ces financements. Il plaide également pour une véritable «éthique» de la microfinance. Cette éthique devrait être que «les investisseurs et parmi eux d'abord les investisseurs institutionnels, aient le souci de ne pas faire supporter par les micro-entrepreneurs et les institutions de microfinance du Sud les conséquences d'une crise financière qui n'est pas la leur».